

ETUDES ET/OU INVESTISSEMENTS SOLAIRE THERMIQUE (RI 31.09)



OPÉRATION (COCHER L'OPÉRATION CONCERNÉE)

- Type d'action :** ☐ Étude de faisabilité ☐ Étude ou audit préalable à la réhabilitation de contre-exemple
☐ Étude de suivi et d'évaluation ☐ Étude de potentiel
☐ Investissements / Travaux

INTITULÉ DE L'OPÉRATION (*objectifs recherchés*)

Tous les documents peuvent être fournis au **format papier ou électronique**.



SEULE LA TRANSMISSION D'UN DOSSIER COMPLET FERA L'OBJET D'UN EXAMEN DE LA DEMANDE.

Le dossier est à déposer auprès des financeurs :



Pour la **Région**, le dossier de demande de subvention peut être envoyé :

- **Soit sur le portail** <https://subventions.bourgognefranchecomte.fr/>
- **Soit par mail** (format électronique) : contactenr@bourgognefranchecomte.fr
- **Soit par courrier postal** (format papier) à l'adresse suivante :
Monsieur le Président
Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comte
Direction de la transition énergétique
4 square Castan – CS 51857
25031 BESANCON Cedex

Pour l'**ADEME**, la demande est à déposer **en ligne** sur le portail « AGIR » :

<https://agirpourlatransition.ademe.fr/>

LE PORTEUR DE PROJET

Raison sociale :

Forme juridique :

- | | |
|---|---|
| ☐ Collectivité territoriale, EPCI | ☐ Entreprise agricole, forestière, industrielle ou de service (<i>préciser Eurl, Sarl, entreprise individuelle, autre</i>) |
| ☐ Bailleurs sociaux ou privés | ☐ Établissements publics |
| ☐ Société civile immobilière (SCI) soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) et assujettie à la TVA | ☐ Association |
| ☐ Syndicat de copropriétaires | ☐ Établissement d'enseignement |
| ☐ Société coopérative agricole et forestière | |
| ☐ Fondations Reconnues d'Utilité Publique (FRUP) | |

Taille de l'organisme (pour les activités économiques) : ☐ PETITE ☐ MOYENNE ☐ GRANDE

Type d'entreprise *	Effectifs	Total du bilan	Montant net du chiffre d'affaires
Petite entreprise	50 salariés	7,5 millions €	15 millions €
Moyenne entreprise	250 salariés	25 millions €	50 millions €
Grande entreprise	Plus de 250 salariés	Supérieur à 25 millions €	Supérieur à 50 millions €

* Selon décret 2024-152 du 28 février 2024

Activité, objet social :

N° SIRET :

Code NAF/APE :

Régime TVA : Assujetti : OUI ☐ NON ☐ FCTVA : OUI ☐ NON ☐

Représentant légal

NOM - Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

Délégation de signature* à :

(* Délégation de signature à fournir dans les pièces justificatives, voir annexe)

Responsable à contacter pour le projet, s'il diffère du représentant légal

NOM - Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

L'opération sera réalisée entre le _____ et le _____

Date prévisionnelle d'engagement de la première dépense :

Date prévisionnelle de réception de l'étude

OU du chantier :

LIEU DE L'OPÉRATION

Adresse :

Code postal :

Commune :

SI LA DEMANDE PORTE SUR UNE ÉTUDE

Préciser le type d'étude :

- ☐ Étude de potentiel
- ☐ Étude de faisabilité technique et économique
- ☐ Étude de suivi et d'évaluation
- ☐ Étude ou audit préalable à la réhabilitation de contre-exemple

Préciser :

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (préciser le type de démarche)

Bureau d'études choisi

NOM :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

SI LA DEMANDE PORTE SUR DES INVESTISSEMENTS :

Description du projet

Objectifs poursuivis et résultats attendus

Indicateurs d'évaluation

M² de capteurs solaire thermique installés ou réhabilités :m² installés / réhabilités*

Productible moyen annuel attendu ou envisagé : kWh/an

* *Rayer la mention inutile*

COÛTS PRÉVISIONNELS

DÉPENSES DIRECTEMENT LIÉES AU PROJET	MONTANT HT (€)	TAUX DE TVA (%)	MONTANT TTC (€)
Étude de faisabilité			
Étude d'avant-projet			
Investissements et ingénierie spécifique			
TOTAL			

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL

RESSOURCES	MONTANT (€)	%
AIDES PUBLIQUES sollicitées		
ADEME		
REGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE		
FEDER		
COLLECTIVITES LOCALES et GROUPEMENTS (préciser)		
AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS (préciser)		
AUTRES (préciser)		
AUTRES AIDES (préciser)		
AUTRES FINANCEMENTS		
EMPRUNTS (préciser taux et durée)		
FONDS PROPRES		
AUTRES (préciser)		
TOTAL		

Le service instructeur de la Région pourra **demandeur les pièces complémentaires** qu'il juge nécessaires à l'étude du dossier, en application du règlement Budgétaire et Financier en vigueur à la date du dépôt de la demande d'aide.

Le bénéficiaire **s'engage à communiquer sans délai** toute aide publique qu'il aurait sollicitée ou reçue, solliciterait ou recevrait pour la réalisation de l'opération concernée.

ANNEXE 1 : Liste des pièces administratives à fournir



NB : Ces documents peuvent nous être transmis sous format électronique

Pour tous les porteurs de projet (en plus du dossier dûment rempli et signé)

- ☐ **Relevé d'Identité Bancaire** ou coordonnées comptables de l'assignataire, actualisé, daté et signé
- ☐ **Lettre-type de demande de subvention et attestation sur l'honneur adressée au Président du Conseil Régional**, remplie, datée, cachetée et signée (voir annexe)
- ☐ **Attestation « de Minimis »** complétée (**modèle en annexe**) : une attestation « de minimis général » sera obligatoirement fournie au moment de la demande, courant sur les trois dernières années glissantes, précédant la date de dépôt de la demande.

Pour les collectivités territoriales et leurs groupements et les bailleurs sociaux de statut public

- ☐ **Délibération approuvant le projet** ou, le cas échéant, décision de l'autorité compétente accompagnée de la délibération de délégation de compétence l'autorisant à solliciter l'aide de la Région et à d'autres cofinanceurs éventuels
- ☐ **Pour les projets en phase « TRAVAUX » : la délibération approuvant le projet en phase APD et le plan de financement prévisionnel** et précisant le montant d'aide sollicité à l'ADEME et à la Région, et à d'autres cofinanceurs éventuels.
- ☐ **Attestation d'assujettissement à la TVA** pour les dépenses relatives à l'opération subventionnée.

Pour les entreprises et les bailleurs sociaux de statut privé

- ☐ **Statut juridique de l'entreprise**, sauf pour les entreprises individuelles ou unipersonnelles, mais y compris pour les entreprises en la forme associative

- ☐ **Liste des dirigeants**

- ☐ **Date d'inscription au registre du commerce ou des métiers**

Ces informations peuvent être fournies via un export du site INPI : <https://data.inpi.fr/>

- ☐ **Bilans, comptes de résultats et annexes et liasses fiscales** des trois derniers exercices clos
- ☐ **Liste des concours financiers et/ou subventions en nature** en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années (**en annexe**).

Pour les associations

Rappel : Pour bénéficier d'une aide, vous devez :

- Être à jour de vos démarches auprès du RNA (registre national des associations)
- Déposer régulièrement vos bilans comptables sur le site journal officiel : <https://www.journal-officiel.gouv.fr/pages/associations/>
- Disposer d'un numéro SIRET (si vous n'en avez pas, il faut le demander à la direction régionale de l'INSEE. Cette démarche est gratuite – <http://www.insee.fr>)

- ☐ Pour les **associations** dont les activités, ou une partie d'entre elles, sont considérées à **but lucratif** (en application de l'instruction de la Direction Générale des Impôts en date du 15 septembre 1998) : **document précisant les règles fiscales** qui leur sont applicables, avec indication précise de la nature des impôts auxquels elles sont assujetties (par exemple : TVA, impôt sur les sociétés, contribution économique territoriale (CET), etc.)

- ☐ Pour les **associations** exerçant une activité économique : **Liste des concours financiers et/ou subventions en nature** en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années (**en annexe**)

- ☐ **Attestation d'assujettissement à la TVA** pour les dépenses relatives à l'opération subventionnée.
- ☐ La **liste à jour des dirigeants**, membres en exercice du Conseil d'Administration ou du bureau de l'association
- ☐ La **décision de l'organe délibérant** autorisant l'autorité compétente à solliciter l'aide de la Région (compte-rendu de conseil d'administration, par exemple)
- ☐ Si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association, **le pouvoir donné par ce dernier au signataire, signé des deux parties** (délégation de signature).
- ☐ Attestation sur l'honneur précisant que l'association ou la fondation a souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (**bien cocher la case correspondante dans l'annexe « Lettre-type de demande et attestation sur l'honneur »**)

Pour un renouvellement :

- ☐ **Bilan et compte de résultat** du dernier exercice clos
- ☐ Pour les associations qui ont reçu annuellement plus de 153 000€ de subventions : **rapport du commissaire aux comptes du dernier exercice clos**
- ☐ Les **statuts déposés ou approuvés de l'association** s'ils ont été modifiés depuis le dernier dépôt
- ☐ La **charte de la laïcité de la Région BFC (en annexe)** approuvée lors de l'assemblée plénière des 10 et 11 décembre 2020, datée et signée, **si des changements ont eu lieu** dans la structure.

Pour une première demande :

- ☐ Les **statuts déposés ou approuvés** de l'association
- ☐ La **date d'insertion au Journal Officiel**
- ☐ Une **copie de l'extrait du Journal Officiel**
- ☐ La **charte de la laïcité de la Région BFC (en annexe)** approuvée lors de l'assemblée plénière des 10 et 11 décembre 2020, datée et signée
- ☐ **Bilans et comptes de résultats :**
- Du dernier exercice clos si le porteur de projet existe depuis moins de 2 ans
 - Des 2 derniers exercices clos si le porteur existe depuis plus de 2 ans
- ☐ Pour les associations **qui ont reçu annuellement plus de 153 000 € de subventions** : rapports du commissaire aux comptes :
- Du dernier exercice clos si le porteur de projet existe depuis moins de 2 ans
 - Des 2 derniers exercices clos si le porteur existe depuis plus de 2 ans.

ANNEXE 2 : Listes des pièces techniques à fournir

Pour les études :

- ☐ Cahier des charges
- ☐ Devis détaillé

Pour les investissements :

- ☐ Tous les éléments permettant d'apprécier le dimensionnement préconisé ou étude de faisabilité par un bureau d'études (celle-ci étant obligatoire pour toute installation supérieure à 20 m²)
- ☐ Copie complète de la déclaration de travaux ou du permis de construire mentionnant la pose des panneaux solaires thermiques avec le N° justifiant du dépôt en mairie
- ☐ Plan de masse ou plan de cadastre avec indication des points cardinaux permettant de vérifier l'orientation des panneaux
- ☐ Information technique sur le matériel (plaquette technique ou brochure commerciale du matériel).